

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



La durée contre l'instant ou quelle alternative pour les jeunes ? Duration and Change. What Alternatives for Youth? Permanencia o fugacidad: ¿Qué alternativas hay para los jóvenes?

Jacques Amos

Number 8 (48), Fall 1982

Le chômage et les jeunes

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034800ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/1034800ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)
2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Amos, J. (1982). La durée contre l'instant ou quelle alternative pour les jeunes ?
International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire, (8), 91–99. <https://doi.org/10.7202/1034800ar>

Article abstract

The concept of "youth" is characterized by a fundamental duality: they are always young people... but they are constantly being replaced. This article attempts to define the way in which young people situate themselves in relation to the "duration" of youth; in particular, the author shows the ways in which they prepare for the future. To illustrate the dimensions of this situation the author compares two radically different contexts: the situation in a subsaharan African country in which schooling is still a relatively marginal phenomenon and the situation in Geneva in which it is virtually a social necessity to continue one's education beyond the limit of obligatory schooling. In this latter case, it is important to recognize that young people "invest" in their education even if they do not all show the same degree of conviction and even if they do not have the same means and opportunities. The education process creates differences among young people concerning the moment, the conditions and the realization of their career choices. Research has shown a certain amount of dissatisfaction concerning job training programmes and yet young people continue to participate in them despite the uncertainty of the future. Perhaps because there is no alternative?

Les trois articles qui suivent proviennent de Suisse. Ils traitent de façon complémentaire de l'articulation entre le système de formation et l'entrée dans la vie active.

Jacques Amos s'est interrogé sur le passage de l'école à la vie active, qui permet de prendre en compte les mécanismes sociaux de sélection et d'orientation, et sur le « devenir adulte » qui caractérise selon lui ce passage du point de vue de la jeunesse. Les jeunes sont amenés à s'investir dans la durée, à préparer l'avenir par l'acquisition nécessaire d'une bonne formation, à utiliser au mieux les filières qui s'offrent à eux. Mais l'orientation se fait sur le mode dominant de la division du travail. Et face aux contraintes du système, il n'y a guère d'alternative réelle à ce mode dominant. Convoqués à s'investir dans la durée, les jeunes vivent les contraintes et limites du système de formation dans l'instant. Catégorie en devenir, la jeunesse apparaît alors, selon Amos, comme le « miroir de notre société ».

Deux exemples ont été retenus pour illustrer et compléter cette analyse d'ensemble, à partir de deux groupes de défavorisés.

Michel Vuille s'est intéressé à un aspect particulier du système de formation : l'école de la dernière chance. Face au marché de l'apprentissage et à ses déterminants, la pédagogie développée dans les ateliers de préapprentissage devrait permettre à certains élèves de « rattraper » une situation scolaire compromise. Le préapprentissage apparaît alors comme un des révélateurs des contradictions qui traversent le système de formation. Le « réalisme en douceur » dont Vuille rend compte est à cet effet éclairant de mécanismes plus généraux.

Gérard de Rham et Rosita Fibbi proposent, quant à eux, une analyse des stratégies concrètes d'insertion professionnelle adoptées par une catégorie spécifique de jeunes : les fils et filles d'immigrés (la deuxième génération) qui ont à s'insérer dans la société suisse. Ils veulent montrer en quoi ces stratégies sont révélatrices du difficile processus de négociation et d'articulation entre la logique du système de formation et l'exigence qui est faite aux jeunes de « prendre leur place » dans la vie sociale et professionnelle.

le comité suisse de la RIAC

La durée contre l'instant ou quelle alternative pour les jeunes ?

J. Amos

Une pratique statistico-démographique solidement établie subdivise la population en classes d'âges, et par regroupements en trois catégories : les jeunes, les adultes et les vieux. Cette pratique ne heurte d'ailleurs pas notre sens commun et notre expérience quotidienne : les jeunes existent, nous en avons tous rencontrés. Le pas qui conduit à faire des parallèles avec la stratification sociale est vite franchi. Le groupe « jeunes » tend à prendre le même statut que le groupe « femmes » ou que tel groupe ethnique, voire que telle classe sociale (opprimée si possible).

Il y a pourtant une différence essentielle, que l'approche démographique met d'ailleurs en relief : le groupe « jeunes » est formé d'individus qui, en vieillissant, changeront forcément de catégorie ; ils devien-

dront reproducteurs et producteurs. Voilà le premier de quelques truismes que j'aimerais vous infliger. Un truisme qui marque une différence radicale entre les individus qui composent le groupe « jeunes » et ceux qui appartiennent à d'autres groupes sociaux qui résultent eux aussi d'une partition de la société, comme par exemple les classes sociales.

Pour comprendre la situation de la jeunesse, son vécu, ses attitudes, ses comportements, il faut tenir compte de cette dualité fondamentale : s'il y a toujours des jeunes, ce ne sont jamais les mêmes¹. Comme groupe, la jeunesse a toujours posé des problèmes aux adultes, en tout cas dans les civilisations urbaines. J'aime bien rappeler cette phrase, trouvée dans la lecture d'un rapport de recherche : « Depuis

quelques années, notre civilisation est entrée en décadence. Les enfants n'obéissent plus à leurs parents. Et chacun d'eux voudrait écrire un livre. La fin du monde est proche. » Cette phrase est d'un prêtre égyptien, qui l'écrivait il y a 4000 ans². Sans remonter aux calendes égyptiennes, on peut se remémorer Saint-Germain-des-Prés, les blousons dorés, les blousons noirs, les étudiants de mai 1968. Et tout récemment, en Suisse, les mouvements de jeunes de Zurich, Lausanne, mais aussi Bâle et Berne, dont parle Gérard Bérout dans un article de ce numéro de la RIAC.

Si les jeunes ont posé des problèmes dans les civilisations urbaines, c'est le plus souvent parce que les adultes ont problématisé le vécu de la jeunesse, ayant de la peine à y trouver un sens. Les jeunes « glan- dent », se moquent de tout, écoutent des musiques bizarres. En somme, ils ne font rien, gâchent leur avenir, s'endommagent les tympans. Ah mais ! Bien sûr, les temps changent, et avec eux les formes d'expression. Mai 68, la tentation révolutionnaire. Dès mai 80, en Suisse, la revendication d'espaces d'autonomie. Bien sûr, le temps coule, et avec lui la valorisation change. Saint-Germain-des-Prés est devenu mythe, et les anciens de mai 68 ont presque fondé des amicales. Mais au fait, que sont-ils devenus ?

Question sans réponse ici, mais rappelant l'existence d'un vieillissement, d'un « devenu adulte ». C'est sous le signe du « devenir adulte », et donc de la durée, que j'aimerais placer mon article. Plus spécifiquement : de la préparation d'un avenir d'adulte. Point de vue particulier, certes, développé ici de préférence au vécu plus immédiat des jeunes, à l'instant.

École et avenir

Voir comment la jeunesse d'aujourd'hui prépare son avenir, dans nos sociétés industrielles, c'est d'abord parler de l'école³. Car c'est bien par elle que les jeunes, tout à la fois, préparent leur avenir et y sont préparés. Leur avenir, surtout, en tant qu'il concerne leur vie active, comme on dit, leur vie professionnelle. Recourons à un deuxième truisme, pour cadrer cette problématique. Dans la très grande majorité des cas, la vie d'adulte indépendant passe par la monétarisation d'une activité dite productive. Et cette monétarisation, dans une société de type capitaliste avancé,

doit tenir compte de la division du travail, et de la structure du marché des biens et des services.

Qui dit monétarisation de l'activité dit activité professionnelle, qu'elle s'exerce dans le cadre d'un contrat de travail salarié ou dans celui, de plus en plus rare, de sa propre entreprise. Certes, il existe un certain nombre d'activités non rétribuées et pourtant productives, dont la plus répandue est l'activité ménagère, mais celle-ci ne peut être précisément qu'accessoire, soit à une activité rémunérée, soit à celle d'un conjoint ou concubin(e), qui « assure la matérielle », comme on dit. Je passe sous silence les activités illégales, menant les malchanceux devant une cour d'assises, et celles d'une certaine « Jet Society », qui demandent les unes et les autres des bagages que ne possède pas l'« honnête homme » de cette fin de 20^e siècle. Reste bien sûr un certain nombre d'activités dites alternatives ou marginales (dans le « bon » sens du terme), sur lesquelles je reviendrai plus loin.

À moins de profonds et improbables bouleversements sociaux, les jeunes passeront dans leur très grande majorité de l'« école à la vie active », pour reprendre une expression éculée. C'est là mon troisième truisme (conscient !). Évidemment, vérité massive, tellement qu'elle est d'ailleurs fréquemment passée sous silence dans les discours sur la jeunesse. Sur ce thème, deux types de questions mériteraient d'être abordés. Le premier porterait sur l'image que les jeunes se font de leur avenir. Je ne le traiterai pas ici. Le second, sur lequel je me centrerai, concerne la manière dont les jeunes préparent leur avenir, notamment cet avenir socio-professionnel dont j'ai rapidement esquissé la centralité dans le paragraphe précédent.

Marginalité ou généralité de l'école

J'aimerais cadrer cette question par un modèle extrêmement contrasté en regard du nôtre, celui d'un pays du Sahel (le Niger, par exemple). Seuls 15-20 % des enfants ont été une fois inscrits dans une école. Une partie d'entre eux seulement accomplit entièrement et avec succès les six degrés de l'enseignement obligatoire ; quelques pourcents d'une génération d'âge obtiennent un diplôme de formation générale ou professionnelle secondaire. Pour la très grande majo-

rité, par conséquent, le « salut » vient d'ailleurs que de l'école. En milieu rural, c'est le plus souvent la tradition pastorale, agricole ou artisanale de la famille qui tout à la fois donne la formation à la vie « professionnelle » (terme employé par analogie), et généralement les premiers moyens de production⁴. Une partie des enfants de la brousse émigrent vers les centres de production. Ils y rejoignent les enfants des villes. La plupart des « formations » professionnelles, lorsqu'emploi il y a, s'acquièrent sur le tas. Un peu partout se développe le fameux « tertiaire de refoulement », c'est-à-dire ces multiples petits métiers des centres africains. La monétarisation des échanges est loin d'être aussi étendue que chez nous, notamment dans les zones rurales. On peut encore survivre sans louer systématiquement sa force de travail, ou sans vendre la plus grande partie du produit de son activité⁵.

Par rapport à cette réalité, un canton suisse comme Genève offre un contraste saisissant. Au niveau de l'école obligatoire, le taux de scolarisation est quasiment de 100 %. Plus de 90 % des élèves libérés de l'obligation scolaire entreprennent une formation post-obligatoire. Plus de 80 % des jeunes composant une cohorte d'âge obtiennent finalement un diplôme de formation générale ou professionnelle, soit dans le système d'enseignement public, soit dans des écoles privées, soit dans le cadre d'entreprises gérant leur propre système de formation⁶. Vers 25 ans, l'activité professionnelle est de règle, et on sait bien qu'en cette matière les statistiques ne tiennent compte que des activités rétribuées.

À regarder l'évolution séculaire de nos sociétés, un des éléments frappants est la disparition presque totale des avenir « tout faits » pour les nouvelles générations. On ne reprend plus guère l'activité économique des parents, et la diminution de la population paysanne d'une part, artisanale rurale d'autre part, y est pour beaucoup. Dans ce domaine comme dans d'autres, l'école a supplanté la famille comme agent direct de préparation d'un avenir. C'est l'école qui aujourd'hui, par ses fonctions de sélection et d'orientation, distribue ces « passeports » pour la vie dite active que sont les diplômes, signes tangibles de savoirs et de savoir-faire théoriquement acquis (« passeports » ouvrant d'ailleurs des horizons variables selon leur type, et que chacun reste libre d'utiliser et de valoriser ou non).

Dans son rôle, l'école concrétise doublement la stratification socio-professionnelle née de la division du travail. À un premier niveau, par la genèse d'inégalités sociales à travers les procédures et les processus d'évaluation des connaissances et de sanction des comportements, le long d'un axe privilégié (les branches de sélection) et au moyen de cotations numériques qui hiérarchisent en fin de compte les élèves. Le constat d'inégalité est suffisamment connu pour que je puisse faire l'économie de son exposé. Mais ce constat d'inégalité ne se comprend comme enjeu de luttes sociales que s'il est relié à la seconde émergence de la stratification socio-professionnelle dans le système d'enseignement, telle qu'elle se dégage de l'analyse des filières de formation postobligatoire⁷. À travers elles, c'est l'avenir socio-professionnel des jeunes qui se profile, et donc leur insertion dans la stratification sociale, leur appartenance de classe, avec son cortège de situations matérielles, de rapports de pouvoir, de significations symboliques qui en forment la culture au sens large du terme. Et c'est parce que l'inégalité scolaire préfigure l'inégalité sociale que l'école est tout à la fois moyen stratégique de préparation d'un avenir, individuel aussi bien que collectif, et enjeu de conflits sociaux.

Investir en formation

À situer la jeunesse dans sa temporalité, on la fait apparaître bien éloignée d'une certaine image d'insouciance, de centration sur l'instant. Plus ou moins consciemment, plus ou moins volontairement, de manière plus ou moins convaincue, elle est inscrite dans un système auquel elle sacrifie la majeure partie de son temps, voire de ses efforts, pour n'en tirer les fruits essentiels que plus tard... et peut-être. Au sens propre du terme, la grande majorité des jeunes investissent dans une formation, même s'ils ne s'y investissent pas totalement. Puis-je ajouter « heureusement »⁸ ?

L'évolution récente de la scolarisation à Genève, comme en Suisse à bien des égards, donne quelques informations sur les tendances globales de l'investissement des jeunes et de leur famille dans la formation. Le doublage au niveau de l'enseignement primaire, à Genève six degrés en classes hétérogènes, a nettement diminué. Le passage au cycle d'orientation (secondaire inférieur, formant les trois derniers degrés de

l'école obligatoire) se fait plus fréquemment dans des « sections » (filiales) ouvrant institutionnellement les portes du collège, qui conduit à la « maturité » (équivalent suisse du baccalauréat). À l'issue du cycle d'orientation, les élèves qui ne peuvent accéder à une formation de type général ou professionnel scolarisé (diplômes de commerce et de technicien, par exemple) peuvent, dans certaines conditions, suivre une année de formation préparatoire. Les jeunes sont de plus en plus nombreux à saisir ces possibilités, comme ils sont de plus en plus nombreux à suivre au moins une dixième année de formation dans une école de culture générale.

Tout se passe comme si parents et enfants tendaient dans une proportion croissante à maximiser les chances de suivre une formation plus valorisée, et donc plus valorisante. En termes plus simples : tout se passe comme si les familles visaient de plus en plus haut, ce qui ne veut pas dire le plus haut possible. Viser « haut » renvoie bien sûr à la hiérarchisation des formations selon les perspectives socio-professionnelles qu'elles offrent, notamment dans une distinction un peu sommaire entre universitaires, cols blancs et cols bleus. Mais des études statistiques plus fines montrent que cette hiérarchisation se constate encore dans chacun de ces trois groupes principaux, en étroite relation avec la hiérarchie des positions scolaires antérieures au choix de formation postobligatoire⁹.

Cette double incidence de la stratification sociale sur l'école génère des distinctions importantes au sein du groupe « jeunes », en particulier en ce qui concerne les rapports objectifs qu'ils entretiennent au monde du travail. Une première fois, à travers le choix de formation, qui est plus ou moins précisément un choix professionnel. Une seconde fois, dans la nature et les modalités du travail en cours de formation, travail encore de type essentiellement scolaire pour les jeunes en formation générale, travail de type professionnel pour les jeunes ayant signé un contrat d'apprentissage en entreprise. Le chapitre suivant est consacré à ces deux thèmes.

Choix et travail professionnel

Entreprendre une formation de type général, c'est avoir le double avantage de retarder et le choix professionnel concret et l'insertion effective dans le monde

du travail. Ce cumul reflète pour une part les différences dans les définitions des métiers de type non manuel d'un côté, de type manuel de l'autre, définitions beaucoup plus détaillées et complexes dans le second type. Il s'ensuit d'ailleurs que les groupes de professions manuelles sont relativement imperméables les uns aux autres. Combien de menuisiers deviennent mécaniciens ? Combien de serruriers deviennent boulangers ? En revanche, les professions des bureaux sont relativement interchangeables, et font appel à nombre de qualifications de type scolaire. Elles représentent par ailleurs une fraction croissante des emplois. Si bien que le choix d'une filière de formation générale ou commerciale ouvre des perspectives professionnelles sans fermer la porte des études longues. C'est d'ailleurs en partie le cas des formations techniques supérieures, surtout lorsque l'accès à l'université ou aux écoles polytechniques est ouvert. À Genève, plus de la moitié des jeunes composant une cohorte d'âge entreprennent une formation retardant le choix et l'insertion professionnels, près d'un quart se retrouvera dans une université.

Ce n'est qu'à 18 ou 20 ans, voire plus tard, qu'ils entreprendront une carrière professionnelle.

À l'opposé, 40 % environ des jeunes genevois forment une cohorte d'âge doivent effectuer un choix professionnel dès leur sortie de l'école obligatoire, ou peu après. Dans leur très grande majorité, ils entreprennent une formation en emploi, un apprentissage. Légalement, leurs parents ont signé pour eux un contrat de formation et de travail avec un maître d'apprentissage¹⁰, qui doit leur donner les compétences requises pour l'exercice de la profession enseignée, et les libérer un jour ou un jour et demi par semaine pour suivre un enseignement général, théorique et pratique dans un centre professionnel de type scolaire.

« Choix » d'apprentissage et logique de marché

La signature d'un contrat d'apprentissage suppose un « choix » parmi quelque 150 professions différentes qui peuvent être apprises à Genève (en Suisse : plus de 250, avec de très importantes différences entre régions). Mais ce « choix » est doublement contraint, raison pour laquelle je mets le terme entre guillemets. Il est contraint tout d'abord dans la mesure où l'offre

de places d'apprentissages est limitée en nombre total, et surtout par profession. Le déterminant premier de cette offre est la structure et la conjoncture économiques, et non les désirs de formation des jeunes. En second lieu, le choix professionnel est contraint par le capital scolaire dont dispose le futur apprenti, notamment dans les apprentissages pour lesquels la demande de formation des jeunes excède l'offre de places. Dans les processus de sélection mis en oeuvre par les employeurs, les qualifications proprement scolaires jouent un rôle important, voire primordial. Ceci est d'autant plus vrai que les métiers sont considérés comme plus qualifiés.

Il existe en fait un véritable marché de l'apprentissage, au sens socio-économique du terme¹¹. Sur ce marché, certains demandeurs (« acheteurs » de places) sont plus nantis que d'autres en termes de compétences scolaires ; ils peuvent donc trouver une place d'apprentissage (le « produit ») plus valorisée. Toutes proportions gardées, de telles différences se retrouvent au niveau des offreurs, qui trouvent plus ou moins facilement des apprentis à leur convenance. Les jeunes sont donc en concurrence entre eux, plus nettement encore qu'ils sont en compétition par les processus d'évaluation scolaire. L'évolution récente à Genève est sur ce plan significative. Selon la structure implicite du système de formation helvétique, l'apprentissage suit immédiatement la scolarité obligatoire. Il est, en quelque sorte, le type de formation postobligatoire des élèves moyens à faibles. Il y a une dizaine d'années, cinq nouveaux apprentis sur 6 dont la situation scolaire précédente était connue venaient effectivement d'achever l'école obligatoire. Actuellement, cette proportion est nettement inférieure : trois nouveaux apprentis sur cinq. Autrement dit, deux sur cinq proviennent de la scolarité postobligatoire, et font donc, en entrant sur le marché de l'apprentissage, leur deuxième choix de formation. Mais un deuxième choix qui est dans l'ensemble bien supérieur en qualité à celui qu'ont pu concrétiser les jeunes issus de l'école obligatoire. Pour ces derniers, les conditions d'entrée sur le marché se sont dégradées constamment, et d'autant plus que leur position scolaire antérieure était moins valorisée. Un exemple permet d'illustrer ; environ un quart des jeunes entrant en apprentissage sans avoir achevé la totalité des degrés de programme de l'enseignement obligatoire devaient entreprendre une formation peu qualifiée en 1970 ; dix ans plus tard : les trois-quarts. On

peut donc admettre qu'une fraction croissante des jeunes passant de l'école obligatoire à l'apprentissage ne réalisent pas non plus leur désir premier de formation.

Choix restreint, large insatisfaction ?

L'existence d'un marché de l'apprentissage confronte très directement les jeunes à la réalité du marché du travail. C'est d'ailleurs une explication fréquemment donnée au faible taux de chômage des jeunes en Suisse : de l'ordre du pourcent. En somme, la structure-même de la formation, particulièrement de la formation professionnelle, dépend de la demande en qualification des entreprises et des administrations. D'autant plus étroitement, sans doute, que l'horizon temporel des prévisions est à court ou moyen terme. Mais cette médaille a son revers, bien sûr. C'est l'insatisfaction potentielle créée par l'augmentation des « seconds » choix de formation que nous venons de mettre en relief. Insatisfaction dont l'expression concrète pourrait bien être limitée, dans un canton comme Genève, par la multiplication des classes de transition, préparatoires, de raccordement, dont j'ai déjà parlé, et dont il est question dans un autre article du présent numéro de la RIAC, consacré aux ateliers de préapprentissage¹². Ce système de formation, en augmentant les possibilités de « rattraper » des situations compromises, pourrait bien contribuer à convaincre plus intimement les jeunes (et leur famille) de leurs capacités, ou de leurs incapacités « réelles ». Faut-il y voir une des explications à l'absence de « mouvements de jeunes » à Genève, seule grande ville suisse à ne pas en avoir connu ? Cette hypothèse ne peut être exclue d'emblée¹³.

L'apprentissage, en restreignant les possibilités effectives de choix de formation et d'activité professionnelles, définit d'ailleurs de manière ambiguë comme situation à la fois de formation et de travail, l'apprentissage, donc, engendre chez les apprentis des niveaux de satisfaction assez bas, et se dégradant avec l'écoulement de la formation ; des enquêtes suisses et genevoises l'ont montré¹⁴. Les critiques portent tout à la fois sur la formation proprement dite et, souvent, sur les conditions et le sens du travail demandé. En dehors des enquêtes par questionnaire, il existe un indice matériel de malaise dans l'apprentissage : le

nombre des résiliations (ruptures) de contrats d'apprentissage. Elles concernent à Genève plus du quart des contrats. Pourtant, elles ne débouchent pas majoritairement sur la renonciation à toute formation. Il s'agit le plus souvent de réorientations ou de changements de maître d'apprentissage. De ce fait, on constate qu'une insatisfaction certaine ne conduit pas d'abord au retrait hors du système de formation professionnelle, mais bien à des tentatives de s'y maintenir en réaménageant les conditions institutionnelles et matérielles d'insertion. L'obligation sociale de formation postobligatoire, qui émerge avec sa généralisation de fait, apparaît ainsi comme plus déterminante que les inconvénients de situation. Pour la majorité des jeunes, l'investissement dans la durée paraît être privilégié ; plus ou moins consciemment, volontairement, et avec une conviction personnelle variée, faut-il le rappeler ?

Par rapport à celle d'autres pays industrialisés, qui connaît des taux de chômage élevés, la jeunesse suisse semble objectivement favorisée. Celle de Genève semble même « sage », par rapport à celle des grandes villes suisses. La grande majorité se forme. La quasi totalité trouve du travail... quand elle en cherche. Vus de l'extérieur, les problèmes des jeunes suisses ont l'air d'être des problèmes de nantis. Mais il faut apporter au moins deux nuances à une telle vision des choses. La première, c'est que l'évaluation subjective d'une situation par les acteurs est plus déterminante pour les attitudes et les comportements que l'analyse « objective », extérieure en quelque sorte, qui peut en être faite. La seconde, c'est qu'il existe au sein de la jeunesse suisse des groupes défavorisés, comme les jeunes en situation scolaire basse dont j'ai parlé auparavant, et les jeunes étrangers ¹⁵.

Paradoxe, contre-paradoxe, et absence d'alternative

Dans leur tonalité générale, les données analysées dans le chapitre précédent sont plutôt rassurantes. Si l'on admet qu'aux différences de structures de formation près, les jeunes suisses ne se distinguent pas radicalement des jeunes genevois quant à leur investissement dans l'avenir, force est de constater que les uns et les autres sont bien davantage dans les écoles, les bureaux, les ateliers, que dans la rue, police aux trous-

ses. Et pourtant, les « événements » auxquels fait allusion la fin de la phrase précédente (les mouvements de jeunes) ont existé, et pourraient bien rejaillir à la première occasion. C'est le paradoxe.

Faut-il considérer qu'il y a en Suisse, à côté d'une jeunesse studieuse et/ou laborieuse, nettement majoritaire, une petite minorité de mécontents, de « révolutionnaires », voire de nihilistes ? Ou les jeunes manifestants de 1980/81 n'ont-ils fait qu'exprimer et revendiquer tout haut ce qu'un bien plus grand nombre pense et vit ? À considérer d'un oeil critique les éléments d'information globale que j'ai traités, il faut plutôt pencher pour la seconde hypothèse. L'étonnant n'est alors plus l'existence des « événements », mais au contraire leur relative rareté, et même leur absence à Genève. C'est le contre-paradoxe.

Double discours sur l'avenir

La jeunesse se trouve coincée, en quelque sorte, entre deux discours antinomiques sur l'avenir. Le premier est celui de la majorité des acteurs du système de formation, comme des parents, sur la nécessité de préparer son avenir par l'acquisition d'une « bonne formation ». Le second, provenant parfois des mêmes milieux, mais aussi des « mass media » et des conversations quotidiennes, est fréquemment pessimiste quant aux perspectives d'avenir ¹⁶. Écologie, relations humaines, politique, économie, technologie, autant de thèmes sur lesquels les anticipations sont souvent grises ou noires. « Préparez l'avenir » ; mais quel avenir ?

L'univers du travail n'échappe pas à cette morosité ambiante. L'évolution technologique et l'évolution de l'emploi, qui transforment la division du travail et déqualifient de nombreuses tâches, sont le plus souvent traitées avec inquiétude dans la communication sociale. Même les responsables patronaux parlent de la nécessité de revaloriser le travail manuel, indice sérieux qu'il est dévalorisé, au moins dans le discours, et largement au niveau des pratiques. L'informatique et la bureautique sont en train de transformer profondément le travail des bureaux, et même si le bilan devait être globalement et à long terme positif dans la définition des postes comme dans les rapports de travail (ce qui reste à démontrer), ce ne serait pas sans apparences et réalités de déqualification de certaines

professions, hic et nunc. Les jeunes travailleurs, qu'ils soient apprentis ou salariés, ne sont certainement pas aveugles à ces aspects du contexte dans lequel ils se meuvent. Et pour beaucoup, l'« allergie au travail », pour reprendre le titre et le thème d'un ouvrage de J. Rousselet¹⁷, est sans doute davantage la difficulté d'en accepter les réalités actuelles que l'expression d'une paresse profonde, ou le refus d'envisager le travail comme un investissement possible, même s'il n'est que rarement prioritaire.

Les jeunes ne sont d'ailleurs pas les seuls à s'interroger. Nombre de revendications syndicales portent aujourd'hui sur la qualité des rapports de travail et au travail, malgré la récession économique. L'investissement dans l'activité professionnelle, les projets de mobilité ascendante sont en perte de vitesse. Par ailleurs, dans nombre de communautés alternatives, le refus du travail est moins le refus de « gagner son pain à la sueur de son front » que le désir de « suer autrement ».

Quelle alternative ?

Mais il faut faire un pas de plus dans cette analyse du rapport au travail, pour déterminer si les jeunes disposent d'une réelle alternative au modèle dominant. Un pas supplémentaire qui s'appuie sur le constat que le rapport au travail n'est pas seulement le rapport d'un « je-travailleur » à sa propre activité professionnelle, mais également le rapport d'un « je-consommateur » au travail d'autrui englobé dans les biens acquis et les services utilisés. Sur ce plan, la rationalité sur laquelle s'appuient la presque totalité des consommateurs que nous sommes tous, rationalité fondée sur les comparaisons de prix et les exigences de qualité, contribue le plus souvent à renforcer la logique dominante de l'évolution du travail. Et les expériences alternatives sont bien loin de pouvoir éviter systématiquement cet écueil¹⁸.

Quelques questions permettent de cerner les contours de cette problématique. Les groupes de travail alternatif se mettent-ils en rapports de concurrence avec le marché économique dominant, que ce soit en termes de prix, de qualité, de services offerts ? Quels rapports promeuvent-ils effectivement avec la clientèle, notamment lorsque celle-ci ne fait pas partie de la même communauté de pensée ? Comment rentabi-

lisent-ils les investissements matériels et personnels ? Comment gèrent-ils les rapports de travail internes¹⁹ ? Les collectifs de travail que je connais sont encore bien loin de l'idéal du discours sur les fins et les moyens qui ont motivé leur création. La plupart se heurtent à des problèmes financiers, à des difficultés de relations interpersonnelles, à l'érosion des enthousiasmes initiaux.

Si « être alternatif », en ces matières, c'est « travailler plus pour gagner moins », jusqu'à quel point est-ce attrayant pour des jeunes, notamment lorsqu'ils s'intègrent en cours de route et doivent subir une socialisation à des normes de fonctionnement et à des hiérarchies de valeurs qu'ils n'ont pas contribué à définir ?

Même en supposant ces questions résolues ou sans objet, il resterait le barrage du nombre très limité d'« emplois » alternatifs en Suisse, et du temps nécessaire à leur multiplication, dans l'hypothèse la plus optimiste. Les jeunes d'aujourd'hui n'ont dès lors guère d'alternative réelle au mode dominant de la division du travail. À quelques exceptions près, ils ne peuvent pas choisir entre celui-ci et un autre modèle alternatif, au sens propre du terme.

En somme, les quelques données mises en évidence dans le chapitre précédent sont l'expression numérique de cette absence de choix réel. La temporalité du changement social est, en-dehors des périodes révolutionnaires, sans commune mesure avec la temporalité des décisions individuelles ou collectives de petits groupes. Comme, à cette dernière échelle, la durée dans laquelle on s'inscrit est sans commune mesure avec l'instant vécu. Il n'est pas étonnant que la jeunesse actuelle présente un visage différent selon qu'on l'inscrive dans sa durée, comme j'essaie de le faire ici, ou qu'on la regarde vivre l'instant. Mais ce sont les deux faces d'une même réalité, dont les contradictions apparentes ne sont que le reflet de tensions plus globales imposées, en l'occurrence, par les structures et les acteurs sociaux mis en évidence dans les pages qui précèdent.

Notre planète des jeunes

Pour la jeunesse, comme dans l'analyse qui peut en être faite, il y a dualité de sens et dualité de vie. D'un côté, l'école, l'apprentissage, le travail, dont j'ai

montré qu'ils concernent bon gré mal gré l'immense majorité, à Genève et en Suisse. De l'autre, le temps « libre », libéré de ces contraintes et/ou investissements, notamment dans la part qui échappe au contrôle familial direct. Entre ces deux aspects, les contradictions apparentes dont il vient d'être question, et avec lesquelles jouent volontiers les adultes de tout bord pour décrire une jeunesse conforme à leurs propres désirs ou à leurs propres stratégies.

Mais ces contradictions, nous les retrouvons dans notre monde d'adultes. Si les jeunes ont leurs joints, leurs musiques, leurs manifestations, leurs voyages, leur refus, n'avons-nous pas notre route du week-end, nos vacances d'été préparées dès Noël, notre télé, nos spectacles... et nos mouvements, qui sont parfois les mêmes que les leurs ? La « planète des jeunes », c'est d'abord l'expression juvénile de notre planète, et si quelque chose ne va pas sur la « leur », c'est d'abord que quelque chose ne va pas sur la « nôtre ».

De ce point de vue, la jeunesse est aussi le miroir de notre société, qui nous renvoie notre propre image, parfois jusqu'à la caricature. Si elle a d'autres musiques, d'autres drogues, une autre culture avec ses propres normes et ses propres valeurs, elle prépare et porte aussi, dans sa formation et son travail avant tout, les traits essentiels de l'univers des adultes. Dès la fin de l'école obligatoire, il y a les (probables) futurs universitaires et cadres, les futurs cols blancs, les futurs cols bleus. Pas seulement futurs, mais actuels aussi. Car entre les uns et les autres, selon leur filière de formation ou par l'absence de formation, il y a des différences bien réelles dans les conditions de travail, les horaires et les vacances, le langage, les concepts, les loisirs. La jeunesse est largement une fiction conceptuelle, comme les adultes d'ailleurs. Son unité ne va guère au-delà des critères d'âge et, pour une grande partie d'entre elle, de la dépendance aux adultes.

Certes, ce point de vue contient un parti-pris. Celui, annoncé, de regarder les structures plus que les conjonctures, l'investissement (la préparation à la vie d'adulte) plus que la consommation, les situations plus que les discours, l'insertion dans une durée plus que le vécu dans l'instant. Mais il permet de relativiser d'autres points de vue, cherchant dans la jeunesse contemporaine des raisons d'espérer ou de désespérer, cherchant à la faire entrer en tout ou en partie dans des systèmes d'explications, d'actions et de finalités socio-politiques dans lesquels elle pourrait bien ne pas

se reconnaître vraiment²⁰. Elle n'est ni directement, ni isolément porteuse d'espoirs ou de ruines qui pourraient, comme par un coup de baguette magique, transformer nos sociétés. Elle est un temps et un espace sociaux où peuvent se lire l'actualité proche et immédiate, l'expression « jeunes » de nos structures et de nos conjonctures sociales. Et si, plutôt que d'essayer de résoudre les « problèmes » de notre jeunesse, nous essayions de résoudre ceux de la société dans laquelle elle vit ? En lui proposant, par exemple, de véritables alternatives, auxquelles elle pourrait croire, se préparer, participer...

Jacques Amos — Genève,
Service de la recherche sociologique

NOTES :

¹ On pourra m'objecter que les individus de tout groupe social se renouvellent à terme, ne serait-ce que par mortalité/admissions. Bien sûr. Mais tous les ouvriers ne sont pas devenus patrons avant de mourir, ni toutes les femmes hommes (ou le contraire, comme vous voudrez !).

² Citée in « La Suisse. Portrait de la jeunesse », by « La Suisse Vie et Accidents », Lausanne et Zurich, 1972.

³ Préparation de l'avenir, et non certitude d'avenir. Une telle certitude ne peut être connue que pour les adultes. Mais il serait téméraire d'inférer de l'histoire des parents celle des enfants. La conjoncture économique a bien changé !

⁴ C'est de moins en moins vrai, ce qui ne va pas sans créer des problèmes socio-économiques ardues.

⁵ Je ne cherche pas à décrire un quelconque « bon vieux temps ». C'est le plus souvent ce que nous appelons chez nous la misère matérielle.

⁶ Ces quelques chiffres sont tirés d'une recherche ayant fait l'objet de deux articles : Jacques Amos, « La formation postobligatoire : généralisation et inégalités », dans : *Études pédagogiques*, 1977, Payot, Lausanne, et Jacques Amos, « Les inégalités de formation dans un système d'enseignement postobligatoire généralisé », dans : *Revue suisse de sociologie*, 5 (1979).

⁷ Ainsi, les inégalités de réussite dans des branches d'enseignement comme la gymnastique ou la musique ne sont que rarement un enjeu conflictuel. C'est précisément qu'elles ne jouent pas de rôle dans la promotion au degré d'enseignement suivant, ou pour l'orientation dans les différentes filières de l'enseignement secondaire.

⁸ À ce stade de l'exposé, j'aimerais rappeler que je m'intéresse ici aux voies par lesquelles les jeunes préparent leur avenir socio-professionnel, et non à ce qu'ils pensent de ces voies et moyens, ou de leur avenir.

⁹ Je publierai d'ici quelques mois une étude sur les provenances scolaires des nouveaux apprentis, dans la série des *Cahiers du Service de la recherche sociologique*, 8 rue du 31-décembre, Genève.

¹⁰ Et donc, dans le cadre d'une entreprise privée ou publique. Certaines entreprises ont leur propre système d'apprentissage, qui échappe à tout contrôle étatique direct.

¹¹ On trouvera une analyse plus détaillée de ce marché dans : Jacques Amos, « La formation professionnelle au carrefour de l'éducation et de l'économie », dans le prochain numéro de la *Revue internationale des sciences sociales*.

¹² Michel Vuille, « Réalisme en douceur dans le préapprentissage ».

¹³ D'autres éléments jouent sans doute un rôle plus important, comme l'existence de centres de loisirs décentralisés, de mouvements de quartiers, d'espaces urbains de liberté (de « laisser-aller », diraient sans doute d'autres), dont les logements occupés par des « squatters » ne sont certainement pas les moindres. Sur les mouvements de jeunes en Suisse, voir dans ce numéro de la *RIAC* : Gérald Bérout, « Valeur-travail et mouvements de jeunes ».

¹⁴ L'interprétation des données sur la satisfaction ou l'insatisfaction des apprentis est forcément sujette à caution, la répartition des réponses fournissant une teinte bien plus grisâtre que noire ou blanche. Pour se faire une opinion personnelle, on peut se reporter aux ouvrages suivants :

— Anthamatten, Finger et Niklaus, *Vom Lehrlinge zum Leeringe ?*, Tunnelverlage, Brig, 1981.

— R. Blancpain, *Repräsentative Längsschnittstudie zur Devianz*, Zürich, 1980.

— Cardinet et Delcourt, *Les Changements d'orientation en cours d'apprentissage*, inédit (à paraître).

— Hafeli, Frischknecht et Stoll, *Schweizer Lehrlinge zwischen Ausbildung und Produktion*, Comos Verlag, Muri b. Bern, 1981.

¹⁵ De Rahm et Fibbi, « En marge ou au coeur du problème ? Les jeunes étrangers. », in : ce numéro de la *RIAC*.

¹⁶ Le ton général des discours sur l'avenir s'est complètement renversé vers la fin des années soixante. Le « bof » de la jeunesse actuelle me paraît être d'abord l'écho désabusé du pessimisme des perspectives faites depuis ce tournant.

¹⁷ J. Rousselet, *L'Allergie au travail*, Seuil, Paris 1974.

¹⁸ Il y aurait une analyse intéressante à faire sur ces thèmes, mais une information systématique fait défaut en Suisse. Mes données, impressionnistes, indiquent qu'il n'est pas possible d'échapper largement aux marchés dominants et à leurs logiques. Le débat reste bien plus un débat d'idées qu'une opposition de modèles concrets.

¹⁹ Au moment où j'écris cet article, un hebdomadaire alternatif genevois me donne deux illustrations. La première : le collectif de travail qui l'a créé fait appel à ses lecteurs pour qu'ils lui fournissent, à titre de dons ou de prêts de faveur, 200 000 francs suisses pour assurer sa survie. La seconde : dans son numéro du 4 juin 82, cet hebdomadaire rapporte un conflit de travail survenu dans un collectif d'avocats autogéré ; pour se séparer de sa secrétaire, le collectif s'est dissout, puis recréé... sans elle. Moyens « alternatifs » ; les fins le sont-elles vraiment ?

²⁰ Bérout, dans son article du présent numéro de la *RIAC*, en donne un exemple frappant, le refus des jeunes du mouvement zurichois de se « soumettre » à une recherche sur les mouvements sociaux en Suisse.